

Angleterre : les lobbyistes de l'immobilier passent à table

À la suite de l'incendie de la Grenfell Tower à Londres Anna Minton, écrivain¹, journaliste et maître-assistante en architecture à l'université d'East London, a publié un article dans *The Guardian*² pour dénoncer la culture du copinage entre les promoteurs et le monde politique. Depuis

l'entrée en vigueur du *Bribery Act* de 2010, nom de la loi britannique relative à la répression et la prévention de la corruption, les sociétés commerciales doivent mettre en place des procédures, notamment à titre préventif, pour éviter les risques de corruption. C'est le cas, par exemple, en matière de frais supportés par l'entreprise dans le cadre de repas d'affaire ou de réceptions ou cadeaux divers qui doivent être inscrits dans les *Registers of hospitality*. Ces registres, étant dans

le domaine public, sont consultables. Ils fournissent une multitude d'informations qui peuvent aller jusqu'au cadeau d'une boîte de chocolats d'une valeur de 2 £.

A. Minton, avec l'aide de T. Cave, directeur de Spinwatch, une organisation pour la transparence des lobbys, a pu ainsi en faire une large exploitation. Elle relève ainsi, par exemple, que Nick Paget-Brown, le leader du Kensington and Chelsea Council, qui a démissionné après le drame de Grenfell, a déjeuné en octobre 2016, dans un restaurant 5 étoiles appartenant au géant immobilier Willmott Dixon, avait été la veille à une réception organisée par London First, un groupe de lobby d'affaire, a pris un petit-déjeuner avec le Grosvenor Estate, l'empire immobilier bien connu, et a déjeuné au Knightsbridge's Carlton Tower Hotel avec

les représentants du Catogan Estate, qui possède près de 38 hectares à Kensington, comprenant le Slaone Square et la King's Road. A. Minton épingle également d'autres femmes et hommes politiques qui, à Londres ou ailleurs, ont bénéficié de l'hospitalité souvent luxueuse de divers grands promoteurs immobiliers. Elle conclut que cette « culture » des réceptions d'affaire devrait constituer l'un des points d'investigation des autorités publiques dans l'affaire de la Grenfell Tower.

Il n'est pas étonnant que le *Bribery Act* 2010 soit considéré comme la législation la plus sévère au monde en matière de lutte contre la corruption au sein des entreprises. ■

Francis Haumont

¹ Auteur notamment des ouvrages *Ground Control* (2009) et *Big Capital: Who is London for* (2017).

² « How developers carve up our cities », 14 juillet 2017.



Incendie de la Grenfell Tower dans le district de North Kensington, Londres, le 14 juin 2017.

© Burnstuff2003/
Fotolia